

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Le « nous » du Printemps québécois : entre récit national et solidarités internationales

Camille Robert

Number 18, Fall 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86388ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Robert, C. (2017). Le « nous » du Printemps québécois : entre récit national et solidarités internationales. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (18), 198–204.

Le « nous » du Printemps québécois : entre récit national et solidarités internationales

CAMILLE ROBERT¹

À tort ou à raison, la grève étudiante de 2012 a souvent été présentée comme un exemple de spécificité du Québec en Amérique du Nord. La comparaison était facile. Après tout, le Québec était un cas à part, avec ses frais de scolarité considérablement inférieurs à ceux des universités canadiennes et américaines – ce que n’ont pas manqué de rappeler plusieurs commentateurs qui souhaitaient que soit rectifiée cette exception par une hausse de 75 % des frais de scolarité.

Dans ses discours, le mouvement étudiant se réclame d’un legs social-démocrate proprement québécois. D’une part, la Révolution tranquille sert de symbole d’un héritage à conserver, dont font partie les cégeps et les services publics. D’autre part, les associations étudiantes s’inscrivent en continuité avec l’histoire des mouvements sociaux au Québec, ponctuée de grèves et de résistances. Le statut particulier du Québec, où les frais de scolarité sont particulièrement bas, serait donc le résultat de choix politiques et de luttes menées durant plusieurs décennies, notamment par le mouvement étudiant québécois.

Sans nier l’importance d’un héritage militant particulier au Québec, nous devons également souligner le rôle marquant qu’ont joué, pour les étudiantes, plusieurs mobilisations sur les continents européen et américain. Ces luttes sociales, qui s’inscrivaient également dans un contexte d’austérité budgétaire et de corruption, ont servi d’inspiration pour le mouvement étudiant, tant dans ses discours que dans ses pratiques. Je me propose ici de dépasser une interprétation strictement québécoisocentrée du « Printemps québécois » et de situer les représentations entourant la grève de 2012 au croisement d’un récit national et de solidarités internationales. Je tenterai également de dégager la conflictualité latente sous le « nous » de la grève qui tend à masquer les tensions et les divergences à l’intérieur du mouvement. Je souhaite contribuer ainsi à une histoire critique des représentations dans les mouvements sociaux qui permette d’aller au-delà d’une interprétation triomphaliste des mobilisations.

Le « nous » gréviste : multiple et conflictuel

Avant même d’exister, la grève étudiante de 2012 était le produit d’un compromis. Beaucoup d’encre a coulé sur l’alliance fragile entre les quatre

1 Candidate au doctorat en histoire à l’Université du Québec à Montréal.

associations étudiantes nationales², mais les tendances politiques à l'intérieur de ces organisations ont été très peu évoquées. Dans la CLASSE, l'association la plus à gauche, les forces en place se partagent entre le réformisme, le socialisme et l'anarchisme. Malgré les alliances dans le cadre de la grève, ces différentes positions, présentes durant tout le conflit, donnent lieu à des tensions sur le plan des discours, des revendications, des tactiques et des finalités de la grève.

Les agressions verbales et physiques à l'endroit de manifestantes masquées par ceux que l'on aura nommés les « imagistes » ou les « paci-flics » sont en cela évocatrices de la fragilité de la « diversité des tactiques » promue par la CLASSE. Dans les faits, certaines actions plus radicales sont jugées comme non stratégiques ou nuisant à l'image du mouvement, ou encore condamnées implicitement. Sur le plan des revendications, les associations étudiantes sont partagées entre l'exigence d'une gratuité scolaire immédiate et son inscription dans une perspective à plus long terme.

L'annonce du déclenchement d'élections, au début du mois d'août 2012, sonne le glas de ce fragile compromis. Pour les uns, ce sera le signal de passer à la mobilisation politique partisane. Pour les autres, qui n'accordent pas de légitimité au système électoral, cette annonce n'affecte pas leur volonté de poursuivre le débrayage, considérant que l'élection d'un nouveau gouvernement ne répondrait pas au projet politique plus large que porte la grève. Ces points de vue différents, parfois opposés, font varier la trame narrative de la grève et du mouvement étudiant, de même que les conclusions que l'on tire à propos du conflit.

Le « nous » de la Révolution tranquille : une histoire nationale mythifiée

Pour le mouvement étudiant, la Révolution tranquille et plus particulièrement le Rapport Parent font en quelque sorte figure d'autorité. Le projet qui inspire le rapport est présenté comme un idéal collectif dont le Parti libéral des années 2000 s'éloigne. Les associations étudiantes se font ainsi gardiennes de ces acquis, non sans méprise. L'idée d'un *retour* à l'État-providence des années 1960, ou du moins une posture de conservation de ses vestiges, permet peu de penser un projet politique au-delà du système capitaliste.

Le Rapport Parent, publié en 1964, vise essentiellement deux objectifs. D'une part, il propose au Québec de s'adapter à la société technologique et aux besoins futurs de travailleurs qualifiés. D'autre part, il propose un projet de société qui passe par la formation à la citoyenneté et la démocratisation de l'éducation postsecondaire. Cette démocratisation serait réalisée à travers la gratuité scolaire au niveau primaire, secondaire et préuniversitaire. Dans le Rapport Parent, les

2 L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et sa coalition large (CLASSE), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ).

deux aspects ne semblent pas contradictoires, mais complémentaires : c'est la formation humaniste et citoyenne qui permet au travailleur de mieux vivre dans la société de consommation.

Dans son tome 2, le Rapport Parent recommande la participation de représentants étudiants à des comités mixtes : « Il importe en effet que les étudiants puissent compter sur des modes d'expression intégrés aux structures officielles³ ». Le mouvement étudiant, on le sait, se heurtera rapidement aux limites de cette participation⁴. Le manifeste *Université ou fabrique de ronds-de-cuir*, publié en février 1968, affirmait qu'« à force de dialoguer, on finit par se faire fourrer ». Les étudiantes et les étudiants critiquent alors dans ces termes le projet technocratique de la Révolution tranquille :

On croit facilement que l'Université est une institution révolutionnaire, autonome et désintéressée, devenue l'instrument indispensable du développement de notre grande société, mais si on regarde bien, on en voit bientôt les dessous... Elle est en effet commandée par l'argent, la consommation et le pouvoir détenu par une poignée de « Gros ». L'Université, plus que jamais depuis que le savoir est devenu le pôle de la croissance d'un pays, est une entreprise industrielle qui tente de produire en série, à un coût de production minimum, les milliers de fonctionnaires bornés dont la société de consommation a besoin. Discuter, oui, mais ça fait quatre ans que plusieurs discutent et après quatre ans, l'étudiant a toujours tort⁵.

En octobre 1968, une première grève étudiante nationale est déclenchée pour exiger la création d'une deuxième université francophone à Montréal. Plusieurs cégeps sont occupés, les étudiants et les étudiantes refusent la participation, avec le slogan « Négociateur, c'est se faire fourrer ». L'année suivante, dans le contexte de la création de l'UQAM, des étudiants et étudiantes dénoncent dans un texte la participation tronquée et refusent le dialogue.

Dans le cadre de la grève de 2012, les fédérations étudiantes s'inscrivent en continuité avec l'un des projets du Rapport Parent, à savoir la formation de travailleurs qualifiés pour répondre aux défis de demain. Selon le Collectif de débrayage, les fédérations « n'opposent à la hausse qu'un autre argument économique : des frais de scolarité bas favoriseraient la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, ce qui en fin de compte avantagerait le Québec sur l'échiquier

3 Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, *Rapport Parent, volume 2 : tome II : Les structures pédagogiques du système scolaire. A. Les structures et les niveaux de l'enseignement*, Québec, gouvernement du Québec, 1964, p. 211.

4 Jaouad Laaroussi, *Aux origines du syndicalisme étudiant de combat : « participer c'est se faire fourrer ! »*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 2016.

5 Collectif, *Université ou fabrique de ronds-de-cuir*, Saint-Jean, autoédité, février 1968.

mondial de la permanente déterritorialisation du capital, un keynésianisme moralisateur en quelque sorte, renforcé par un fond protectionniste dérivé d'un nationalisme québécois amorphe⁶.

Pour sa part, la CLASSE adopte un discours critique de l'économie du savoir. Son argumentaire repose sur l'idéal d'une université non marchande centrée sur les savoirs fondamentaux, qui formerait des citoyens et des citoyennes plutôt que des travailleurs et des travailleuses. Tout en se réclamant du Rapport Parent, l'association étudiante semble toutefois écarter sa dimension économique pour ne conserver que la formation citoyenne, non sans l'inscrire dans un certain idéal humaniste. Le Rapport Parent sert ainsi moins de cadre de référence que d'argument d'autorité afin de donner du poids, notamment, à la revendication de la gratuité scolaire.

Dès les débuts de la Révolution tranquille, et comme nous l'avons vu, à la suite du Rapport Parent, le mouvement étudiant entretient un rapport très critique face aux réformes proposées, tant sur l'idéologie de la participation que sur la volonté de former une main-d'œuvre qualifiée à travers l'éducation supérieure. La récupération de l'idéal de la Révolution tranquille par le mouvement étudiant des années 2000 relève donc davantage du mythe que de la réalité et témoigne d'une idéalisation ou d'une mauvaise connaissance de l'histoire.

Un « nous » par-delà les frontières

L'interprétation de la grève de 2012 comme un conflit qui relève de l'« identité commune » et du « modèle de société » proprement québécois comporte notamment plusieurs pièges, car le modèle de société dont il est question, issu de la Révolution tranquille, demeure largement idéalisé par le mouvement étudiant. L'État-providence québécois ne fait pas exception en Occident, et s'inscrit dans un contexte mondial de prospérité économique au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Plusieurs réformes, programmes et services publics visent également à pacifier les mouvements sociaux et à contrer la tentation du socialisme.

La grève de 2012 n'est pas marquée par des enjeux identitaires, mais traversée par des forces en présence plus complexes. Le fait de réduire la grève à cet aspect masque les conflits internes dans la gauche, mais surtout les alliances entre étudiantes francophones et étudiants anglophones, entre étudiants d'origine québécoise et étudiants étrangers. En effet, les associations étudiantes anglophones ont été activement impliquées durant le conflit, et les étudiants étrangers se sont exposés à des sanctions particulièrement sévères dans le contexte de la judiciarisation du conflit.

Au discours d'un « nous » québécois s'oppose donc celui des résistances internationales. On ne peut détacher l'ASSÉ de son contexte de création, soit

6 Collectif de débrayage, *On s'en câlisse : histoire profane de la grève. Printemps 2012, Québec, Montréal, Sabotart, 2013.*

l'après-Sommet des Amériques. La lutte contre le capitalisme mondialisé se poursuit en juin 2010, alors que des centaines de militantes et de militants, dont plusieurs sont actifs dans le mouvement étudiant, convergent vers Toronto pour manifester contre le sommet du G20. Durant les semaines et les mois précédant le G20, les associations étudiantes locales et l'ASSÉ ont participé à l'organisation de conférences et d'ateliers de formation en vue de préparer les militantes et les militants au contre-sommet. À la suite de l'arrestation de plus de 1000 personnes, dont plusieurs centaines venues du Québec, les associations étudiantes dénoncent la répression des manifestants et soutiennent la défense juridique des arrêtées. Plutôt que de faire taire les étudiantes, les contre-manifestations – et la répression de l'appareil policier – politisent toute une génération de militants, qui seront aussi présents sur les lignes de piquetage deux ans plus tard.

Depuis ses débuts, l'ASSÉ s'enracine dans les luttes internationales contre la mondialisation, la privatisation et les coupures dans les services publics. Les luttes des mouvements sociaux, notamment étudiants, du monde entier sont fréquemment utilisées comme exemples de réussites de mobilisation. Le mouvement étudiant québécois influence à son tour le Canada anglais, les États-Unis, l'Amérique du Sud et l'Europe, comme en témoignent les nombreux rassemblements et actions de solidarité partout à travers le monde, ainsi que les conférences internationales durant et après la grève de 2012. En ce sens, le Printemps québécois s'inscrit dans une temporalité et une territorialité qui ne se limitent pas au Québec.

Dans ses discours, l'ASSÉ reconnaît l'existence d'un contexte d'austérité propre à plusieurs pays occidentaux, dont le Québec n'est qu'un exemple. Durant les années précédant le Printemps québécois, l'association entretient des liens de solidarité avec la Grèce alors traversée par une crise économique majeure. L'association se solidarise également avec les manifestants du Printemps arabe, avec les étudiants et les étudiantes chiliennes et colombiennes en lutte pour la gratuité scolaire et contre la privatisation, avec les étudiants anglais contre une hausse des frais de scolarité, avec les étudiantes sud-coréennes pour la réduction des frais de scolarité et avec les *indignados* d'Espagne. L'édition d'août 2011 de l'*Ultimatum*⁷, qui visait à préparer le terrain pour la grève, comprend un dossier de quatre pages sur les luttes internationales, les présentant spécifiquement comme des exemples de mobilisations victorieuses. Ces mouvements ont tous en commun la création d'espaces politiques de contestation en dehors du parlementarisme, avec des structures de pouvoir décentralisées.

Conclusion

Le « nous » du Printemps québécois est donc empreint de conflictualité, d'abord entre les différentes tendances à l'intérieur du mouvement étudiant sur ce que l'on attend de la grève : souhaite-t-on répondre à une liste de

7 Journal officiel de l'ASSÉ.

revendications ou provoquer un changement social et politique? Le mouvement qui visait avant tout à *bloquer la hausse* a rapidement dépassé les associations étudiantes, s'élargissant dans des groupes affinitaires adoptant des structures de pouvoir décentralisées, comme les assemblées populaires autonomes. Plutôt que de résoudre le conflit, les élections provinciales ont été un véritable éteignoir pour le mouvement social plus large qui a émergé de la grève.

Cette conflictualité est également présente dans le récit du mouvement étudiant. S'il ne fait pas de doute que les associations étudiantes se sont grandement appuyées sur les luttes syndicales passées, la filiation entre le Rapport Parent et l'ASSÉ de 2012 témoigne d'une mauvaise connaissance de l'histoire et d'une instrumentalisation de cette dernière.

L'interprétation de la grève de 2012, qui l'inscrit dans l'horizon souverainiste, participe à un révisionnisme blanc et francophone masquant les solidarités multiformes qui ont émergé durant tout le conflit ainsi que tout un historique de solidarités internationales entre le mouvement étudiant d'ici et ceux d'ailleurs. Les slogans tels que « Maîtres chez nous » et « Redonnons le Québec à lui-même », présents dès l'élargissement de la grève, contribuent également à une invisibilisation des peuples autochtones et au maintien de l'appropriation colonialiste du territoire et des ressources.

Le récit triomphaliste comporte également certains pièges, dont par exemple le silence entourant les conflits à l'intérieur du mouvement sur les questions féministes et colonialistes. En définitive, le mouvement étudiant s'est difficilement détaché d'une vision du progrès social se situant dans le cadre d'une citoyenneté traditionnelle : blanche, masculine et de classe aisée. La quasi-absence, dans les discours médiatiques, de la revendication visant à bloquer la hausse *aussi* pour les étudiantes et étudiants étrangers, déjà aux prises avec des frais considérablement plus élevés, demeure assez évocatrice. Cette catégorie d'étudiants a tout de même subi une hausse, au moment où certains intervenants qualifiaient sans gêne le Printemps québécois de victoire.

De plus, les personnes racisées sont demeurées pratiquement invisibles tout au long du conflit, marqué par peu de préoccupations envers les enjeux spécifiques de leur accès à l'éducation. Un étudiant noir réagissait, en ces mots, à une scénarisation de *Nègres blancs d'Amérique* dans laquelle de jeunes hommes arboraient un *blackface*⁸ lors d'une manifestation : « Quel était le message? Les Québécois sont les nègres du Canada? Ben ouais, et quoi encore? Cela m'amène à me demander si ce mouvement s'adresse vraiment à tous les étudiants, ou à un groupe spécifique d'étudiants mécontent de perdre certains privilèges, qui ont

8 L'utilisation du *blackface*, qui consiste à se peindre le visage en noir, s'inscrit dans une série de pratiques racistes qui visent à parodier les traits morphologiques, la démarche ou la façon de parler des personnes noires.

malheureusement rarement effleuré les Noirs et la plupart des autres minorités du Québec et du Canada⁹».

Pour les femmes, enfin, la grève n'a pas radicalement transformé les rapports de genre. Trop souvent assignées au travail invisible, parfois agressées par leurs « camarades », elles ont dans l'ensemble peu tiré profit du Printemps québécois comparativement à plusieurs hommes ayant occupé des postes stratégiques. Les échecs et l'amertume auront, à tout le moins, donné naissance à une nouvelle génération de féministes, comme en témoigne l'explosion d'inscriptions dans le programme d'études féministes à l'UQAM, dans les mois qui ont suivi la grève.

Au moment de la tournée *Nous sommes avenir* de la CLASSE à travers le Québec et du lancement de son manifeste éponyme, « nous » n'avions jamais été aussi épuisées. Les campus, vides et visés par la loi spéciale, avaient une allure de *no (wo)man's land*. Je me souviens de ma frustration lorsqu'on m'avait répondu que la CLASSE n'avait pas de mandat pour poursuivre la grève, alors que ça faisait six mois que nous étions en grève.

En conclusion, il apparaît important de rompre avec une histoire triomphaliste du Printemps québécois et d'examiner de manière critique les représentations, les discours, les absences et les angles morts. Nous devons nous questionner pour savoir de quel héritage nous nous réclamons, sans nous laisser prendre au piège par certaines stratégies rhétoriques idéalisant le passé. Enfin, nous devons plus que jamais apprendre à décoloniser et à dénationaliser nos résistances. Plutôt que de voir ce que nous avons de différent, nous devrions regarder ce qui nous unit aux populations qui résistent partout à travers le monde.

9 Anthony Morgan, « La grève et les minorités », *Huffington Post*, 28 mars 2012, <http://quebec.huffingtonpost.ca/anthony-morgan/greve-etudiante-minorites_b_1383521.html>.